

ROANNAIS ÉDUCATION

Le français langue seconde aide les enfants à s'intégrer



■ À Roanne, l'école Matel compte des élèves de six nationalités différentes. Photo Charles-Édouard CHAMBON

Agence de Roanne
BP 124, 49 rue Jean-Jaurès,
42332 Roanne Cedex

Téléphone
Rédaction : 04.77.71.81.99
Pub : 04.77.91.48.69

Mail
lproanne@leprogres.fr
lpublicite@leprogres.fr

Web
www.leprogres.fr/loire/roanne

Facebook
www.facebook.com/
leprogres.roannais

Cette matière est peu connue. Ces cours permettent aux enfants allophones de s'adapter à l'école, et parfois même de la découvrir.

« La vraie difficulté, c'est pour les élèves qui découvrent l'école », explique Éric Espitalier, membre de RESF (Réseau éducation sans frontières) Loire-Nord. Il faut dire que le Roannais accueille chaque année de nombreuses familles ne parlant pas français, à l'image des demandeurs d'asile hébergés dans les CADA (Centres d'accueil de demandeurs d'asile). Or, la scolarisation est obligatoire. « L'Éducation nationale a pour devoir de scolariser tout enfant présent sur le territoire français », confirme Éric Espitalier. Une unité pédagogique existe pour ces élèves allophones : UPE2A (Unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants). L'objectif académique est d'amener

ces enfants à rejoindre le cursus ordinaire, un parcours loin d'être évident. « Le travail de l'enseignant, c'est avant tout de lui apprendre le métier d'élève », précise Éric Espitalier.

Certains élèves n'ont jamais été scolarisés

En effet, certains n'ont jamais été scolarisés. L'enseignant doit leur apprendre à se comporter en classe et à les faire devenir, petit à petit, des élèves comme les autres. « Dans certains cas, ils sont analphabétisés », ajoute David (*), un professeur de français langue seconde, qui se partage entre de nombreux établissements du Roannais. Ce n'est toutefois pas la norme. Les parcours de ces jeunes sont très différents. « Il y a une vraie différence entre un jeune issu d'une classe favorisée, qui met une quinzaine de jours à s'adapter, et un autre qui a vécu en camp de réfugiés », raconte Éric Espitalier.

« L'Éducation nationale a pour devoir de scolariser tout enfant présent sur le territoire français »

Éric Espitalier,
membre de RESF Loire-Nord

Ce dispositif fonctionne aussi bien au primaire qu'au secondaire. À leur arrivée, les élèves sont repartis dans les classes, avec lesquelles ils suivent les cours classiques. Ils ont aussi des heures de français langue seconde. « Le niveau est très différent suivant les personnes. La solution est de personnaliser les cours. Je suis souvent à deux intervenants dans la même classe, grâce à des bénévoles ou à un autre professeur », expose David. L'investissement de ces enseignants est conséquent, mais ne va pas forcément au bout. Par exemple, les demandeurs d'asile déboutés, devant quitter leur CADA, quittent souvent l'endroit où ils se trouvent. « Leur priorité est d'être logés », affirme David. Certains trouvent refuge ailleurs, leurs enfants avec eux obligés d'aller dans une nouvelle école. Une situation loin d'être facile pour les plus jeunes. « Ce qui est le plus le délicat, c'est quand ils repartent. Les liens d'amitié se créent très vite entre les élèves », conclut Éric Espitalier.

Charles-Édouard Chambon
chamboch@leprogres.fr

(*) Le prénom a été changé à la demande de l'enseignant qui souhaite rester anonyme.

Une dizaine d'établissements les accueillent

À leur arrivée, les enfants sont scolarisés dans l'établissement le plus proche de chez eux. C'est ainsi que les écoles primaires de Matel et de l'Arsenal accueillent de nombreux élèves de familles de demandeurs d'asile. En effet, le CADA de Roanne se situe dans le secteur. Par exemple, l'école Matel compte des élèves de six nationalités. C'est aussi le cas des collèges et lycées. À Roanne, Albert-Thomas recense 28 nationalités. D'autres jeunes, dont les familles dépendent du CADA Foyer vers l'avenir, sont scolarisés dans les établissements des communes, que ce soit des écoles, des collèges ou des lycées comme ceux de Régnay, de Néronde, du Coteau ou de Renaison. Il revient ensuite à ces structures de mettre en place les cours nécessaires. Malgré tout, la situation pourrait être meilleure. « On manque de moyens dans le Roannais », nuance Gilberte Genestine de RESF (Réseau éducation sans frontières) Loire-Nord.